



Éditorial

André Chassaigne

L'Humain d'abord... toujours l'humain !

« **L'**Humain d'abord », la phrase fait quelquefois sourire. Elle est parfois même objet de moquerie. Dans ces jours de souffrance générant inquiétudes et interrogations, nous mesurons peut-être un peu mieux pourquoi ces mots nous sont si chers. Et combien il nous appartient de protéger les valeurs auxquelles ils se rattachent.

D'abord, parce que le terrorisme aveugle a tué sans faire de distinction d'origine, de pensée ou de religion frappant des femmes et des hommes qui étaient simplement sortis goûter au bonheur de vivre. Le visage des victimes, c'est non seulement le visage de la France, mais aussi celui de l'humanité dans sa diversité et sa richesse. Les fanatiques ont voulu abattre ce qui fait la République, ses valeurs, son histoire, ses lumières, cette formidable capacité d'assurer le vivre-ensemble que représente si justement notre belle devise de « l'Humain d'abord ».

Chacun d'entre nous a été ébranlé par cette situation inédite d'une extrême gravité. Le débat politique qui fait suite à ces attaques se focalise malheureusement sur les seuls aspects sécuritaires, en oubliant trop souvent de pousser à une analyse historique, sociale et économique critique du terreau ayant enfanté de tels fanatiques. Je pense en particulier à l'exigence de vérité sur les ressources de Daech pour que soient prises en France, comme à l'international, les mesures nécessaires. Je pense aussi à la succession d'interventions militaires et aux liens que la France entretient avec les pétromonarchies qui sont le fourrier du terrorisme fanatique. Mais aussi, et c'est au cœur de nos combats parlementaires, la priorité n'est-elle pas d'apporter dans notre politique nationale des réponses dans le domaine de l'éducation, de l'emploi et de tout ce qui touche au vivre ensemble ? Les seules réponses sécuritaires ne peuvent apporter des solutions durables.

Poser la question du monde dans lequel nous vivons

L'exigence impérative de sécurité publique doit nous conduire à analyser les causes de la situation actuelle,

identifier les responsabilités et poser la question du monde dans lequel nous vivons. L'idéologie fanatique et sa violence extrême sont le produit d'une société qui abandonne toute une partie de ses territoires et de sa population, créant discriminations et inégalités. C'est sur ce terreau que se développent la haine et la folie de jeunes en perdition, sans horizon et sans espérance, qui deviennent les proies des prophètes d'une nouvelle peste brune. Faire cette analyse n'est pas chercher des excuses aux tueurs de Daech, mais poser tout simplement l'impérieuse question de la société à construire pour que chacun retrouve sa dignité et une place dans un monde de partage.

Protéger la République, c'est aussi protéger la démocratie dans toutes ses dimensions. Un des premiers objectifs des actions terroristes, en semant la terreur et l'effroi, c'est de fracturer la société pour la déstabiliser politiquement. Aussi est-il important de poursuivre le débat politique hors de tout anathème, en nous adressant aux consciences. Soyons attentifs à ne pas affaiblir notre argumentation par des réactions épidermiques et des jugements à l'emporte-pièce et, en cela, à affaiblir le cœur de notre engagement en faveur de la justice sociale et de l'émancipation humaine.

Ne pas céder sur les valeurs démocratiques et d'humanité

Je le dis avec gravité : nous ne devons pas céder.

Ne pas céder, c'est d'abord, à mon sens, commencer par démontrer à ceux qui ont voulu terroriser la Nation que le pays continue de vivre et de faire des choix, de la mobilisation citoyenne jusqu'aux urnes.

Ne pas céder, c'est aussi, à mon sens, continuer de porter les valeurs et les propositions qui sont celles de « l'Humain d'abord », avec conviction et cohérence, face aux enjeux que pose la situation à tous les niveaux, du local à l'international.

Cette volonté de ne pas céder, les communistes la portent dans leur ADN politique, dans leur histoire et leur engagement permanent, quelles que soient les difficultés du pays, en faveur de ceux qui ont le moins, du monde du travail, et pour des politiques



publiques que nous voulons « d'abord humaines » et qui permettent d'améliorer réellement la vie quotidienne.

Pour cela, il nous faut sortir d'une austérité qui nous prive peu à peu des moyens de répondre aux besoins humains les plus fondamentaux et les plus urgents. L'éducation, la culture, les services publics doivent retrouver pleinement leur rôle de garant de l'égalité entre les citoyens et de terreau du vivre ensemble. La meilleure preuve en est la réactivité, l'abnégation et le courage des forces de sécurité, de secours, des personnels de santé, des agents territoriaux et du service public dès les premières minutes qui ont suivi ces terribles attentats. Indispensables au quotidien, ils le sont davantage encore dans les moments les plus difficiles. Le développement des services publics est une condition de notre sécurité commune.

Alors que nous portons ce combat pour l'extension des services publics depuis très longtemps, et dans le contexte actuel, n'ayons pas peur de bousculer l'idéologie dominante sur ses principaux chevaux de bataille que sont la baisse des dépenses publiques et l'atteinte aux véritables biens communs que constituent nos services publics.

Du local au mondial, être utiles au monde du travail

Il ne faut pas non plus relâcher le combat en faveur du monde du travail. Car les tenants du capitalisme mondialisé, à la source de tant de souffrances humaines et de conflits, n'entendent pas freiner leurs ardeurs à la suite des attentats. Pendant que la finance et les actionnaires s'accaparent les richesses produites par le travail, les millions d'ouvriers, d'employés, de salariés, de fonctionnaires sont soumis au régime sec et dans la ligne de mire d'une attaque sans précédent contre leur droit au travail et leurs droits dans le travail. Temps partiel contraint, emplois précaires, salaires indécentes, cadences augmentées, pression physique et psychologique accrue, menaces de licenciement : la dégradation des conditions de travail et de vie est même brandie comme nouvel étendard

de la modernité par les plus libéraux tels Monsieur Macron !

La première des batailles politiques consiste bien, du local au mondial, à ne pas laisser les salariés se faire imposer les fausses affirmations des médias et du patronat, tant sur le prétendu « coût » insurmontable du travail que sur l'impossibilité d'imposer d'autres choix de gestion d'entreprise que ceux de la rentabilité financière et de la compétitivité.

Pour cela, quoi de mieux que renforcer le Parti communiste, que renforcer sa représentation dans les exécutifs locaux comme nationaux par ces ouvriers, ces employés, ces techniciens, ces cadres, ces fonctionnaires qui connaissent parfaitement l'entreprise et le service public ?

Car ceux-là sont au plus près des réalités et des conséquences concrètes des politiques menées. Ils ne laissent pas dire que les salariés coûtent trop cher quand 80 milliards d'euros de richesses produites par le travail partent chaque année dans les paradis fiscaux, et quand 40 milliards d'euros sont soustraits du budget de la Sécurité sociale et de l'État pour le CICE qui gave pour l'essentiel, et sans contreparties, les actionnaires du CAC 40. Ils sont présents dans les luttes pour garantir la qualité des services publics sur tous les territoires. Ils ne restent pas sans réaction, quand on impose aux fonctionnaires territoriaux, hospitaliers ou de l'État, une fusion des régions, sans leur demander leur avis, les obligeant du jour au lendemain à changer de lieu de vie et de fonction, sans se soucier du service qui pourra être rendu demain. En vérité, ils oeuvrent sans relâche, dans leur entreprise, dans leur quartier, dans leur village, dans les exécutifs locaux et nationaux où élus ils siègent, pour opposer aux logiques de rentabilité financière immédiate du capital une logique alternative d'efficacité sociale.

Plus que jamais, après les élections régionales, il sera nécessaire de travailler à « l'analyse concrète des situations concrètes », et d'en dégager les meilleurs moyens d'agir en faveur d'une véritable alternative de transformation sociale. ■■■